



**Réponses de GRTgaz à la consultation publique relative à la mise à jour des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz au 1<sup>er</sup> avril 2014 de la CRE**

**Question 1 :** Êtes-vous favorable au maintien des tarifs des PITS en zones GRTgaz et à la baisse de ceux du PITS en zone TIGF ? Quel facteur entre les tarifs du PITS en zone TIGF et ceux du PITS en zone GRTgaz Sud vous paraît le plus adéquat ?

**Réponse 1 :**

GRTgaz n'a pas de commentaire sur ce sujet.

**Question 2 :** Considérez-vous nécessaire d'harmoniser la structure tarifaire aux PITS entre les réseaux de GRTgaz (tarif d'entrée supérieur au tarif de sortie) et de TIGF (tarif de sortie supérieur au tarif d'entrée) ? Si oui, dans quel sens ?

**Réponse 2 :**

GRTgaz n'a pas de commentaire sur ce sujet.

**Question 3 :** Êtes-vous favorables à la proposition de la CRE de maintenir le tarif en euros courants à la liaison Nord-Sud au 1<sup>er</sup> avril 2014 ?

**Réponse 3 :**

Nous sommes favorables à la proposition d'un gel tarifaire à la liaison Nord-Sud, cette mesure pouvant faciliter la transition tarifaire dans la perspective de la création du PEG France à l'horizon 2018.

Comme cela est proposé par la CRE, il conviendra néanmoins de répercuter le manque à gagner lié au maintien du tarif à la liaison Nord-Sud - en euros courants ou en euros constants - sur les autres termes de la grille tarifaire.

**Question 4 :** Êtes-vous favorable au maintien des tarifs d'entrée et du coût du transit sur le réseau français ? Préférez-vous un maintien en euros courants ou en euros constants ?

**Réponse 4 :**

GRTgaz partage l'analyse de la CRE sur l'intérêt de promouvoir l'attractivité du marché français.

GRTgaz rappelle que conformément aux FG Tariffs, les tarifs doivent être fixés selon des méthodologies identifiées reflétant les coûts réels du réseau et les incitations proposées par les régulateurs. La logique tarifaire poursuivie pour les années à venir devra notamment être précisée par le régulateur, un gel ne pouvant être une solution acceptable à terme.

De plus, GRTgaz souligne que ce gel des tarifs en entrée, sur la liaison Nord Sud et à l'interface avec TIGF, se traduirait par une hausse accrue des autres termes tarifaires, notamment des termes de livraison. Les impacts d'une telle mesure sur les utilisateurs du réseau de transport doivent être évalués.

Concernant le maintien du coût du transit, GRTgaz tient à rappeler à la CRE que la Commission Européenne a clairement spécifié que les subventions croisées entre clients domestiques et le transit étaient un enjeu essentiel des « FG Tariffs » et du code de réseau qui s'en suivra. GRTgaz s'interroge sur les arguments qui justifient que les capacités de sorties aux interconnexions soient exemptées d'augmentations tarifaires.

Si de telles mesures devaient être retenues sur certains points, il conviendrait néanmoins de répercuter sur les tarifs les hausses liées à l'évolution générale des prix. GRTgaz recommanderait alors un maintien en euros constants du tarif de ces points.

**Question 5 :** Êtes-vous favorable à la tarification du produit trimestriel à un tiers du produit annuel lorsque l'interconnexion n'est pas congestionnée ? Êtes-vous favorable à la tarification du produit trimestriel à un quart du produit annuel lorsque l'interconnexion est congestionnée ?

**Réponse 5 :**

GRTgaz estime que les tarifs des produits infra-annuels doivent être définis de façon à promouvoir les réservations de long-terme tout en permettant d'optimiser les souscriptions sur le court-terme, en cohérence avec le code de réseau CAM qui réserve 10% de la capacité disponible pour le court-terme et 10% supplémentaires pour les échéances 1 à 5 ans.

En effet, GRTgaz considère que des tarifs infra-annuels trop faibles par rapport au tarif annuel inciteraient à des réservations à court-terme (au détriment du long-terme), risquant d'entraîner une forte volatilité des volumes de souscriptions et donc conduire à une volatilité accrue du tarif de transport.

La proposition de la CRE visant à fixer le tarif trimestriel à 1/3 du tarif annuel est en adéquation avec les dispositions telles que connues des orientations cadre du code réseau « tarifs » en cours de rédaction. Celles-ci prévoient en effet un ratio au maximum égal à 1,5 pour le tarif des produits de capacité par rapport au tarif annuel lorsque le point n'est pas congestionné. GRTgaz regrette

néanmoins que ce ratio ait été fixé à priori pour l'ensemble du marché européen sans prendre en compte les caractéristiques particulières individuelles. C'est pour cette raison que GRTgaz avait milité pour des ratios plus élevés.

Par ailleurs, GRTgaz considère qu'il est important que la notion de congestion et que les modalités de passage d'un état non congestionné à un état congestionné, et vice versa, soient précisées par la Concertation Gaz pour éviter une préférence encore plus forte pour les produits court-terme au détriment des produits long-terme.

**Question 6 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de redistribuer sans délai les excédents de recettes d'enchères aux expéditeurs livrant des clients finals au prorata des volumes livrés ? Êtes-vous favorable à l'application de ce principe pour la redistribution des excédents aux interconnexions dans le Nord de la France et à l'interface avec l'Espagne ?

**Réponse 6 :**

GRTgaz estime que la redistribution de l'intégralité des excédents d'enchères aux expéditeurs au prorata des volumes livrés n'est pas une solution adaptée. Cette solution risque en effet de fausser les signaux de prix renvoyés par le marché. Les expéditeurs pourraient mettre en œuvre des stratégies conduisant à une inflation injustifiée des primes d'enchères au motif que les excédents leurs seraient in fine reversés.

De plus, l'introduction de ce nouveau mécanisme introduit une complexité supplémentaire – et donc des coûts supplémentaires – dans la gestion opérationnelle des prestations d'acheminement des clients de GRTgaz.

GRTgaz considère donc ce nouveau mécanisme comme peu efficient et que le recours au CRCP paraît plus adapté pour redistribuer les excédents éventuels.

En outre, le versement au CRCP de ces excédents limite tout risque de voir se développer les stratégies inflationnistes évoquées.

**Question 7 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de réduire à 0 le prix du service de flexibilité intra-journalière dès le 1<sup>er</sup> avril 2014 ?

**Réponse 7 :**

GRTgaz n'est pas défavorable à la proposition de la CRE de réduire à 0 le prix du service de flexibilité intra-journalière dès le 1<sup>er</sup> avril 2014, sous réserve que les toutes charges encourues par GRTgaz pour mettre en œuvre le service soient ajoutées aux OPEX prises en compte dans le revenu autorisé.

Par ailleurs, compte tenu du caractère imprévisible de ces charges, il semblerait approprié que ces charges intègrent les charges soumises au mécanisme du CRCP.

**Question 8 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer le même tarif au PITTM Dunkerque qu'aux PITTM de Montoir et de Fos ? Êtes-vous favorables au montant de 45 €/MWh/j/an proposé pour les capacités de sortie au PIR Veurne ?

**Réponse 8 :**

GRTgaz est favorable à la proposition de la CRE d'appliquer le même tarif au PITTM Dunkerque qu'aux autres PITTM.

GRTgaz est favorable au montant de 45 €/MWh/j/an proposé pour les capacités de sortie au PIR Veurne dans la mesure où, conformément à la délibération de la CRE du 12 juillet 2011, ce prix sera recalculé lors de la mise en service des capacités à Veurne en fonction du coût réel d'investissement constaté à l'issue des travaux.

**Question 9 :** Êtes-vous favorable à la prise en compte du JTS à 50% au CRCP ?

**Réponse 9 :**

Le JTS est une initiative de GRTgaz et Storengy, visant à optimiser l'usage des infrastructures gazières afin de faire face au contexte de forte tension sur la liaison Nord-Sud qui impacte défavorablement le fonctionnement du marché dans son ensemble.

La disponibilité de ce service est néanmoins conditionnée par l'utilisation des infrastructures qui est faite par les acteurs de marché. GRTgaz ne peut donc pas prévoir de manière anticipée sa capacité à proposer le service, ni le niveau de capacité additionnelle proposé.

GRTgaz est donc favorable à la proposition du régulateur de retenir une prévision de revenu égale à zéro pour ces capacités additionnelles pour l'année 2014.

En revanche, compte tenu des charges encourues par GRTgaz pour mettre en œuvre le service, la prise en compte du JTS à 50% du CRCP détruit toute incitation pour GRTgaz à proposer au marché ce type d'initiative.

**Question 10 :** Quelle est votre appréciation de la qualité de service de GRTgaz et TIGF depuis l'entrée en vigueur du tarif ATRT5 ? Quelle est votre appréciation des indicateurs relatifs à l'équilibrage ?

Avez-vous des propositions complémentaires sur la qualité de service des GRT ?

**Réponse 10 :**

Le retour d'expérience sur le dispositif actuel est favorable. GRTgaz propose donc une actualisation du dispositif pour tenir compte des améliorations enregistrées et l'introduction, le cas échéant, de nouvelles incitations en liaison strictement avec les attentes du marché. A l'inverse GRTgaz propose d'abandonner les incitations sur les indicateurs pour lesquels le niveau de qualité est satisfaisant, tout en les maintenant sous surveillance.

La CRE envisage d'inciter financièrement à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 l'indicateur mesurant la qualité des prévisions de consommations réalisées la veille et en cours de journée par les GRT.

L'incitation financière me semble prématurée au 1<sup>er</sup> avril 2014 pour les raisons suivantes :

- Les indicateurs de prévisions sont encore en cours de calage et nécessitent encore des évolutions SI qui ne pourront aboutir qu'à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2014,
- Au 1<sup>er</sup> avril 2014, nous n'aurons pas le retour d'expérience suffisant pour adapter nos procédés internes afin de tirer le meilleur parti de ces évolutions.

Il semble plus pertinent et raisonnable de proposer une incitation financière en 2015 avec un calage des seuils de déclenchement des incitations financières courant 2015. Cet horizon temporel reste conforme à la trajectoire de mise en place de l'équilibrage cible.